

Le Républicain Lorrain

SECURITE JEAN-CLAUDE DELAGE DU SYNDICAT ALLIANCE



«PEUT MIEUX FAIRE SUR LE POUVOIR D'ACHAT»

Jean-Claude Delage, secrétaire général d'Alliance fait le point sur l'actualité du syndicat de policiers.

A Marly, le congrès régional a promu Fabrice Poli responsable zonal, en remplacement de Gérard Boyé.

Parlez-nous du «mini Grenelle» de la sécurité publique, ces discussions entre le ministère de l'Intérieur et les syndicats de policiers UNSA, USGP-FO et Alliance, sont-elles satisfaisantes ?

Jean-Claude DELAGE : «Nous sommes en négociation avec le ministre sur le pouvoir d'achat depuis dix jours. Evidemment, nous connaissons le contexte de crise, mais notre métier est atypique, dangereux. Finalement, on souhaite juste aller dans le sens du président de la République : si les fonctionnaires ne sont pas renouvelés, comme c'est le cas, alors ceux qui restent doivent toucher plus. Et il y a des avancées : 35 € par mois, sur deux ans, pour les 100 000 policiers, des progrès sur les jeunes gardiens de la paix ainsi que des améliorations pour les jeunes policiers en Ile-de-France (prime de fidélisation, carrière et indices revalorisés). Mais il faut encore progresser sur l'indemnité de sujétion spéciale. Donc, si on se résume, c'est "peut mieux faire sur le pouvoir d'achat ! "»

Les gendarmes vous rejoignent au 1er janvier 2009 sous l'égide du ministère de l'Intérieur. Evolution ou révolution ?

«On a toujours été pour, dans l'optique cependant d'un grand ministère de la Sécurité publique. En plus des arguments techniques, ce qu'on veut, c'est la parité entre les deux forces. Pour l'heure, nos statuts restent différents et c'est une mauvaise chose. Il faut harmoniser les situations [...] L'abandon du statut militaire, nécessaire, sera au bénéfice des gendarmes qui pourront nous rejoindre chez Alliance (sourire). Ceci étant dit, les policiers sont inquiets sur deux points : le logement lié à la fonction, dont ne bénéficient pas les jeunes policiers et, par exemple, le transport : les militaires ne paient que 25 % du tarif SNCF, toujours à la différence des policiers. Bon, en même temps, je ne suis pas du tout un adepte de la guerre police-gendarmerie. L'évolution de la sécurité publique se fera sur un statut d'essence civile.»

Un mot sur le climat général actuel dans la police ?

«Nous sommes conscients du contexte économique général mais nous espérons quand même un coup de pouce compte tenu de nos spécificités.»

Propos recueillis par Alain MORVAN.

Publié le 16/10/2008